

REPUBLIQUE FRANCAISE	Dossier n° DP0630032500102
Commune d'AMBERT	Date de dépôt : 03/11/2025 Demandeur : PEGASE représentée par Monsieur BEAUMANOIR Thomas Pour : Remise en peinture des façades Adresse terrain : 89 chemin d'Aubignat - 63600 AMBERT

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune d'AMBERT

Le Maire d'AMBERT,

Vu la déclaration préalable présentée le 03/11/2025 par PEGASE représentée par Monsieur BEAUMANOIR Thomas et demeurant 10 impasse du Grand Jardin – 35400 SAINT MALO ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 03/11/2025 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Remise en peinture des façades ;
- Sur un terrain situé : 89 chemin d'Aubignat – 63600 AMBERT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone Uld du PLU ;

Vu l'article II.2 UI du règlement du PLU qui dispose que l'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants est interdit ;

Considérant que le projet prévoit l'emploi de matériaux blancs ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP0630032500102 sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

La partie supérieure de la façade devra être de teinte gris clair (RAL 7035).

La partie inférieure de la façade, les menuiseries et les bornes anti-bélier devront être de teinte gris platine ou gris clair ou gris fenêtre (RAL 7036 ou 7045 ou 7040).

AMBERT, le **-2 DEC. 2025**

Le Maire,
Guy GORBINET



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision :

- **dans le mois qui suit la date de sa notification** : il peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

- **dans les deux mois qui suivent sa notification** : à cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.